



CHAPITRE 38

CHAPTER 38

Loi modifiant la Loi des mines de Québec An Act to amend the Quebec Mining Act

[Sanctionnée le 10 février 1955]

[Assented to, the 10th of February, 1955]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,
c. 196,
s. 50, am.

1. L'article 50 de la Loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196) est modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes du cinquième alinéa, les mots "cinq années qui ont précédé le 1er mars 1939" par les mots "vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934".

1. Section 50 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes, 1941, chapter 196) is amended by replacing, in the seventh and the eight lines of the fifth paragraph, the words "five years preceding the 1st of March 1939" by the words "twenty-one years following the 1st of March 1934".

R.S.,
c. 196,
s. 50, am.

Id., s. 51,
remp.

2. L'article 51 de ladite loi est remplacé par les articles suivants:

2. Section 51 of the said act is replaced by the following sections:

Id., s. 51,
replaced.

Avis de
révoca-
tion.

"51. Lorsque le ministre désire recommander de révoquer des concessions minières ou des droits de mines, il fait signifier au propriétaire un avis à cet effet. Si le propriétaire ne réside pas dans la province ou est inconnu ou ne peut être retracé, le ministre donne cet avis en le faisant publier dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec* et, pendant la même période, deux fois dans un journal français et dans un journal anglais publiés à Montréal, à Québec et, s'il en est, dans tout district judiciaire où sont situés, en totalité ou en partie, les droits de mines concernés.

"51. When the Minister wishes to recommend to effect a revocation of mining concessions or mining rights, he shall cause a notice to that effect to be served upon the owner. If the owner does not reside in the Province, is unknown or cannot be traced, the Minister shall give such notice by causing it to be published in two consecutive issues of the *Quebec Official Gazette* and, during the same period, twice in a French newspaper and in an English newspaper that are published in Montreal, in Quebec and, if any there be, in each judicial district in which such mining rights are wholly or partly situated.

Notice of
revoca-
tion.

Révoca-
tion pro-
noncée.

"51a. Après l'expiration des quatre-vingt-dix jours suivant la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, le lieutenant-gouverneur en con-

"51a. After the expiration of the ninety days following the last publication of such notice in the *Quebec Official Gazette*, the Lieutenant-Governor in Coun-

Revoca-
tion
mode.

seil, sur la recommandation du ministre, peut prononcer la révocation prévue par l'article 50, à moins que le propriétaire n'ait établi que ces mines lui sont nécessaires comme réserves pour assurer la continuité d'entreprises minières qu'il exploite dans la province.

cil, upon the recommendation of the Minister, may make the revocation provided for in section 50, unless the owner proves that such mines are necessary to him for a reserve to secure the continuity of the mining enterprises exploited by him in the Province.

Domaine public de la couronne.

“51b. Lorsqu'il y a révocation de concession minières ou de droits de mines en vertu des articles 50, 51 et 51a, les mines concernées retombent dans le domaine public de la couronne et ne peuvent être ouvertes à l'exploration ou à l'exploitation qu'en vertu de permis spéciaux autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine.

“51b. Whenever mining concessions or mining rights are revoked under sections 50, 51 and 51a, the mines concerned shall revert to the public domain of the Crown, and cannot be made available for exploration or development except by virtue of special permits authorized by the Lieutenant-Governor in Council and upon such conditions as he shall determine.

Public domain of the Crown.

Redevance annuelle.

“51c. Pour toutes les substances minérales qu'exploite le porteur d'un tel permis spécial, le propriétaire des droits de mines à la date de la révocation a droit, à titre de compensation, à une redevance annuelle de cinq pour cent des profits résultant de cette exploitation, établis conformément aux articles 14 et 15.

“51c. On all minerals exploited by the holder of such special permit, the owner of the mining rights at the time of revocation shall be entitled, by way of compensation, to an annual royalty of five per cent of the profits resulting from such exploitation, established in accordance with sections 14 and 15.

Annual royalty.

Païement.

Cette redevance est payable par l'exploitant, mais perçue par le ministre en même temps que le droit sur les profits payable à la couronne pour la même année financière.

Such royalty shall be payable by the operator, but shall be collected by the Minister at the same time as the duty on profits payable to the Crown for the same financial year.

Payment.

Versement.

“51d. Le ministre verse aux propriétaires intéressés les redevances perçues pour leur compte en vertu de l'article 51c.

“51d. The Minister shall remit to the owners concerned the royalties collected on their behalf under section 51c.

Remittance.

Montant déposé au cas de mésentente.

Si plusieurs propriétaires sont intéressés dans les mêmes droits de mines et ne s'entendent pas quant au partage des redevances versées à titre de compensation, le montant en est déposé, pour valoir comme dépôt judiciaire, entre les mains du ministre des finances de la province, avec le même effet que s'il s'agissait d'un dépôt effectué en vertu des articles 46 à 67 de la Loi du ministère des finances (Statuts refondus, 1941, chapitre 71, implicitement modifié par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 46); et toute personne prétendant avoir des droits à cette compensation peut, après ce dépôt, s'adresser à la cour compétente, suivant le montant réclamé, par requête signifiée au ministre des finances de la province, pour faire reconnaître ces droits et, sur production du jugement

If several owners are interested in the same mining rights and do not agree as to the division of the royalties paid by way of compensation, the amount thereof shall be deposited, to avail as a judicial deposit, in the hands of the Minister of Finance of the Province, with the same effect as in the case of a deposit made under sections 46 to 67 of the Department of Finance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 71 as implicitly amended by the act 2-3 Elizabeth II, chapter 46); and any person claiming rights to such compensation may apply, after such deposit, to the competent court according to the amount claimed, by petition served upon the Minister of Finance of the Province, to have such rights acknowledged and, upon producing the judgment rendered, may

Amount deposited in case of disagreement.

rendu, obtenir la remise, à même ce dépôt, du montant adjugé en sa faveur.

Propriétaires inconnus.

Les dispositions du deuxième alinéa du présent article s'appliquent également aux cas de propriétaires inconnus de droits de mines ou n'ayant pas de domicile connu dans la province.

obtain payment, out of such deposit, of the amount awarded him.

The provisions of the second paragraph of this section shall also apply in the case of owners of mining rights who are unknown or who have no known domicile in the Province.

Unknown owners.

Exception.

“51e. Les articles ci-dessus ne s'appliquent pas directement ou indirectement aux mines produisant de l'huile, du pétrole ou du gaz.”

“51e. The above sections shall not apply directly or indirectly to mines producing oil, petroleum or gas.”

Exception.

S.R., c. 196, a. 75, am.

3. L'article 75 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots “à cent mille ou plus d'un chemin de fer” par les mots “au nord du cinquantième degré de latitude septentrionale”;

b) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du dernier alinéa, les mots “à cent milles ou plus d'un chemin de fer” par les mots “au nord du cinquantième degré de latitude septentrionale”;

c) en y retranchant tous les mots compris dans la douzième ligne et les lignes suivantes du dernier alinéa jusqu'à la fin de celui-ci.

3. Section 75 of the said act is amended:

R.S., c. 196, s. 75, am.

a. by replacing, in the fourth and fifth lines of the first paragraph, the words “one hundred miles or over in a straight line from a railway” by the words “north of the fiftieth degree latitude north in a straight line”;

b. by replacing, in the first and second lines of the last paragraph, the words “at or over one hundred miles from a railway” by the words “north of the fiftieth degree latitude north”;

c. by striking out all the words included in the twelfth line and following lines of the last paragraph to the end of the latter.

Id., a. 80, am.

4. L'article 80 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, les mots “et de prospection géophysique” par les mots “, de géophysique et d'autres recherches scientifiques”.

4. Section 80 of the said act is amended by replacing in the last line of the first paragraph, the words “and geophysical prospecting” by the words “, and geophysical and other scientific research work”.

Id., s. 80, am.

Entrée en vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.